

# ANN

Agencia de  
Noticias de  
Nicaragua

Boletín bimensual  
No. 271  
4 de Septiembre de 1992  
Managua



## LES ENFANTS DU RAZ DE MAREE

Managua, 3 sept.— Début septembre, un raz de marée a submergé la côte pacifique du Nicaragua sur environ 300 kms. Des vagues de 15 mètres de hauteur ont tout détruit sur leur passage. Deux jour après la catastrophe, on ne connaît pas encore le chiffre exact des morts, disparus et blessés ni le montant des dommages. On ne les saura jamais car la majorité des sinistrés sont pauvres et ne comptent guère dans les statistiques.

Il y aurait au moins 100 morts, 150 disparus et 16 000 sinistrés. Mais qui sait combien de familles paysannes sans terre vivaient près de la mer en marge des zones cultivables? Ou combien de familles de pêcheurs vivotaient n'importe où, entre les palmiers? De toute façon, la terreur sur les visages des survivants qui racontent ce qu'ils ont vécu ce 1er septembre est plus impressionnante que les chiffres froids.

Les Nicaraguayens, au cours des 20 dernières années, ont connu des guerres, des tremblements de terre, des sécheresses, des inondations, des ouragans, des épidémies et des éruptions volcaniques. Et ils ont appris à vivre avec, comme ils peuvent. Aucun ne se doutait pourtant qu'il devrait aussi connaître l'horreur d'un raz de marée. Les sinistrés sont encore sous le choc. Il était 19h 30 et beaucoup regardaient la télévision ou étaient assis devant leur porte. A la différence des habitants de Managua, ils n'ont même pas senti le tremblement de 7,2 points sur l'échelle de Richter dont l'épicentre était à plus de 100 km des côtes. De toute façon, ils ne se seraient pas inquiétés.

Les vagues provenant de l'épicentre ont mis une demi-heure pour atteindre la côte. *"J'ai entendu un bruit très bizarre, on aurait dit un moteur d'avion. L'eau nous est alors tombée dessus"*, relate un témoin. Malgré la nuit, certains ont vu les vagues s'approcher. Une mère a crié à ses enfants de courir à toute vitesse. Mais c'était inutile. L'eau a tout emporté, les gens, les animaux, les ustensiles ménagers, les décombres des maisons et les pierres. *"J'étais là-haut, en l'air"*, raconte une femme, encore consternée, en montrant la cime des arbres derrière sa maison détruite. D'autres ont été ensevelis sous leur maison ou sont restés prisonniers de fils de fer. La majorité des morts sont des enfants. Les vagues ont pénétré sur plusieurs centaines de mètres et même sur un kilomètre à Masachapa.

L'armée est arrivée au petit matin. La radio La Primerísima et Radio Ya ont organisé des caravanes de véhicules chargés de nourriture et de vêtements qui ont été directement distribués aux sinistrés. Le principal problème est celui de l'eau: les puits ont été détruits et les camions-citernes ne peuvent pénétrer partout. Le choléra menace les survivants.

### SOMMAIRE

LES ENFANTS DU RAZ DE MAREE

LE GENERAL EN A PRIS POUR SON GRADE

L'AIDE DE PLUS EN PLUS CHERE

UN COUP DE POUCE AUX ETATS-UNIS

IL Y A DOUZE ANS, L'ALPHABETISATION

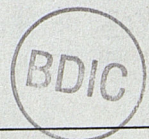
LA CAMPAGNE "500 ANS DE RESISTANCE" N'EST PAS UN EVENEMENT

FORUM DE SAO PAULO

GUATEMALA : VIVRE AU GRAND JOUR

COSTARICA : COMMERCE BIOLOGIQUE

EN BREF



60P 11481

Le Mexique a promis du matériel d'urgence à la condition qu'il soit remis directement aux victimes sans passer entre les mains du gouvernement. Après l'expérience du volcan Cerro Negro, personne n'a confiance en lui pour gérer l'aide de façon honnête et efficace.

Les Etats-Unis ont accordé 5 millions de dollars. Les pays d'Amérique centrale et de nombreux gouvernements ont également promis un soutien. Mais malgré l'aide -pourvu qu'elle vienne en abondance et directement aux sinistrés- les plus pauvres de la côte pacifique, oubliés par le néo-libéralisme, seront encore plus pauvres à l'avenir. Aux feux rouges de Managua vont apparaître très vite davantage d'enfants demandant la charité: les enfants du raz de marée. -(ANN)

NOTE: Pour la France, on sait déjà que Médecins sans Frontière a déjà envoyé une aide et que le Secours Populaire et le Comité de solidarité avec le Nicaragua organisent une campagne.

## LE GENERAL EN A PRIS POUR SON GRADE

Managua, août.— Il y avait beaucoup de monde dans la rue fin juillet. Les étudiants manifestaient pour l'octroi à l'université de 6 % du budget national, comme le prévoit la constitution, les travailleurs de l'entreprise nationalisée des transports ENABUS protestaient contre les mesures de contrôle imposées par l'administration et les militaires mis en retraite réclamaient les avantages sociaux qu'on leur avait promis. Tout cela n'était pas du goût du chef des armées, le général Ortega.

"Bandolero" (bandit de grand chemin): tel est le terme malheureux utilisé par Humberto Ortega en conférence de presse, le 22 juillet, pour qualifier les manifestants. Malheureux car de Sandino aussi on disait qu'il était un bandit... Le général s'en est pris également aux médias, les accusant de faire de l'agitation quand ils ouvrent leurs micros ou leurs colonnes "aux exaltés". Il a promis de réprimer avec plus de force et d'utiliser tous les moyens juridiques contre ceux qui ont commis des actes de délinquance. Le ministre de l'intérieur a dressé la liste de leurs délits: sédition, exposition de personnes au danger, abus contre les personnes... Il faut dire que l'avant-veille une manifestation des travailleurs d'ENABUS devant le ministère des transports était devenue particulièrement violente lorsque la police avait lancé des grenades lacrymogènes. Un camion venu la ravitailler avait été intercepté par les manifestants et il y avait même eu des coups de feu. La police n'avait pas eu le dessus. La veille, c'était les militaires mis à la retraite qui s'étaient affrontés à la police devant le ministère des finances: 20 minutes de combat au fusil de guerre, pistolet, mortier et cocktail Molotov. A ses anciens soldats en colère, le général Ortega a affirmé que si le

FSLN avait gagné les élections, il y aurait encore moins de ressources financières.

Le lendemain de la conférence de presse du chef des armées, une gigantesque manifestation des étudiants lui a prouvé que, contrairement à ce qu'il avait dit, ce n'était pas une minorité qui était en lutte. Au passage, des édifices de l'armée ont été décorés de portraits du général portant, à la place de ses épaulettes, le symbole du dollar ou la svastika des nazis. Un pantin le représentant a été brûlé face au Palais présidentiel. Il s'agit là d'une exagération, sans doute, mais quand on pense qu'un grand nombre d'étudiants faisaient la guerre il y a deux ans... Cette lutte de l'université a été exemplaire à bien des égards. Pendant plus d'un mois, on a vu partout les étudiants qui se battaient pour la gratuité de l'enseignement supérieur. Manifestations nocturnes à la lueur des torches, veillées dans les quartiers, occupations de lieux publics et de supermarchés, graffitis dans toute la ville. La population était avec eux et les millions de cordobas dépensés par le gouvernement pour les discréditer n'ont servi à rien. Ils ont gagné parce qu'ils n'ont pas cédé. La nouvelle génération se lève... -(ANN)

## L'AIDE DE PLUS EN PLUS CHERE

Managua, 2 sept.— Un rapport des républicains destiné au Comité des relations extérieures du Sénat des Etats-Unis soumet clairement le versement de l'aide au Nicaragua à de nouvelles exigences. Le gouvernement Chamorro veut minimiser l'importance de ce rapport mais un journal des Etats-Unis spéculé sur une révision des relations entre les deux pays.

Sous le titre "Nicaragua aujourd'hui", les conseillers des sénateurs républicains ont présenté leur "analyse" de la situation actuelle au Nicaragua. Ils reviennent tout d'abord sur des exigences déjà connues: destitution des officiers sandinistes de la police et de l'armée, restitution de toutes les propriétés confisquées, "réforme totale" du système judiciaire, lumière sur l'assassinat de Jean-Paul Genie, de l'ancien colonel somoziste E. Bermudez et de 217 contras démobilisés, soi-disant tués par des sandinistes. Mais ils exigent de plus que les officiers sandinistes soient remplacés par d'anciens contras. C'est à une commission dirigée par le Cardinal Obando qu'il reviendrait de surveiller l'exécution de ces conditions. Cette commission serait composée de contras démobilisés, de représentants des groupes de défense des droits de l'homme et du secteur privé. Si elle rend compte de l'exécution des exigences républicaines avant le 20 septembre, le Nicaragua recevra 50 des 116 millions de dollars retenus depuis mai dernier. Mais à une condition: "Toute l'aide financière doit être gérée par des banques privées non contrôlées par des sandinistes". La Banque centrale elle-même est exclue. En effet, selon ce rapport, toute l'aide accordée jusqu'à présent serait tombée entre les mains des sandinistes.

Le rapport Moss (du nom de son co-auteur Deborah de Moss, assistante du sénateur Jesse Helms qui a provoqué la suspension de l'aide) contient des données de toute évidence fausses. Il soutient par exemple que le Nicaragua est, après Cuba, la force militaire la plus importante en Amérique centrale. De plus, beaucoup d'anciens militaires feraient partie de "milices territoriales", ainsi que le rapport désigne les coopératives agricoles. Le porte-parole de l'armée, Ricardo Weelhock, a démenti cette information: son institution est passée de 96 000 à 18 300 membres et n'a aucune autorité sur les coopératives.

En ce qui concerne la "campagne systématique des sandinistes visant à assassiner des contras démobilisés", l'OEA a confirmé depuis 1990 la mort de 148 anciens contras mais dans beaucoup de cas n'a pu établir s'il s'agissait de crimes politiques. D'autre part, l'ambassadeur du Nicaragua aux Etats-Unis signale lui-même que de nombreux sandinistes sont également morts, victimes de règlements de compte, après la fin de la guerre. Le FSLN évalue à 211 le nombre de ses militants assassinés pour des raisons politiques.

La présidente Chamorro a refusé de prendre position sur le rapport Moss et a réaffirmé son optimisme quant au versement de l'aide. Elle a cependant déclaré qu'elle "ne se pendrait pas si l'aide n'arrivait pas" mais qu'elle augmenterait les impôts "pour que nous puissions survivre". Le ministre de la présidence Antonio Lacayo estime que le rapport Moss contredit la récente analyse de la Cour des Comptes des Etats-Unis de l'usage fait de l'aide financière. Il ne manque plus selon lui que d'appliquer l'accord passé avec les Etats-Unis en juillet dernier pour que l'aide soit versée. Si l'on n'en connaît pas les détails, on sait cependant qu'il porte sur le remplacement des officiers de la police. De plus, A. Lacayo a annoncé que la future politique en matière de propriété serait rendue publique début septembre.

Le secrétaire du FSLN Daniel Ortega a qualifié la destitution des officiers de police de "persécution politique" et a appelé au respect de la propriété et de la police pour "aller vers la stabilité et le développement économique". Cependant, la réaction de FSLN à la future destitution du chef de la police René Vivas n'est pas si énergique qu'on aurait pu l'attendre. Le courant centriste n'est pas convaincu que l'on doive l'empêcher à toutes forces. D'autres estiment qu'il devient impossible que les sandinistes servent d'amortisseur en restant dans la police, sans compter que René Vivas donne des signes de lassitude.

Après une rencontre avec le gouvernement en août dernier, D. Ortega a souligné que ce dernier s'était engagé à respecter les attributions de propriétés faites par le gouvernement sandiniste. Il a appelé la population à empêcher les expulsions qui ne sont pas ordonnées par le gouvernement. Difficile, étant donné l'opportunisme du pouvoir en la matière: alors qu'il promet de respecter les lois 85 et 86 sur la propriété, il tolère les expulsions forcées qui ont lieu tous les jours avec ou sans décision judiciaire. Le commandant Henry Ruiz a signalé que si l'on doit poursuivre le dialogue avec le gouvernement, "maintenant que l'armée expulse et tabasse le peuple", les bases politiques de ce dialogue doivent être différentes.

Alors que la présidente Chamorro prend le rapport Moss à la légère, son ami et conseiller le cardinal Obando s'empresse

d'accepter le rôle de juge du gouvernement nicaraguayen que veulent lui confier les républicains, en dehors de toute norme constitutionnelle. Selon le *Miami Herald*, le rapport Moss aurait mis le gouvernement Bush sur la défensive car celui-ci aurait été décidé à verser l'aide. Cela signifierait que le prix politique de celle-ci va monter. - (ANN)

## UN COUP DE POUCE AUX ETATS-UNIS

**Managua, août.— Le Nicaragua vit sous le régime des copains et des coquins. Mais certaines affaires tombent bien. C'est le cas de l'accusation portée par le Contrôleur de la République contre l'ancien vice-ministre de la Présidence Antonio Ibarra, qui aurait détourné plus d'un million de dollars au préjudice du Fonds social (FASO). A. Ibarra a réussi à "s'auto-exiler" aux Etats-Unis il y a quelques mois, dans des conditions encore non éclaircies, mais le scandale continue et éclabousse le gouvernement.**

Le Contrôleur de la République Guillermo Potoy porte contre A. Ibarra de lourdes accusations dans un rapport qui, selon certains membres de l'UNO, contient suffisamment d'éléments pour inculper également l'homme fort du gouvernement Chamorro, Antonio Lacayo. Ce dernier se défend en accusant G. Potoy d'avoir établi son rapport avec l'intention d'affaiblir le pouvoir. G. Potoy est en effet membre du Parti social-démocrate d'Alfredo César, président de l'Assemblée et rival d'A. Lacayo. De son côté, A. Ibarra a envoyé de son exil volontaire à Miami une lettre dans laquelle il explique qu'A. César et G. Potoy lui avaient promis qu'il ne serait pas inculqué à la condition de désigner A. Lacayo comme responsable de la malversation. Devant son refus, les deux comparses se seraient vengés par un rapport mensonger. Mais quand un tribunal de Managua a ordonné l'arrestation de 10 personnes impliquées dans le scandale, A. Ibarra est devenu introuvable.

Les ennemis d'A. Lacayo au sein de l'UNO soutiennent que la corruption est la conséquence du co-gouvernement avec les sandinistes. La direction du FSLN, préoccupée par la possibilité d'un affaiblissement politique de son interlocuteur A. Lacayo, est passée à l'offensive fin juillet. Le chef du groupe parlementaire sandiniste, Sergio Ramirez, a produit des documents prouvant que l'administrateur de l'Assemblée, Carlos Siles -membre du parti d'A. César- a détourné des fonds du Parlement au profit d'A. César et du Parti social-démocrate. Il a demandé qu'une enquête soit menée non pas par le Contrôleur mais par des personnalités indépendantes.

Ce match nul n'a pas empêché A. César de tenter de poursuivre son chemin vers le pouvoir en offrant une conférence de presse où, flanqué de Virgilio Godoy, vice-président sans pouvoir, et du maire de Managua Arnoldo Aleman, il a déclaré que le gouvernement n'était "plus capable d'agir". Les trois hommes, qui ont assis leur légitimité en faisant valoir qu'ils étaient "les élus les plus importants après Violeta Chamorro", ont demandé au gouvernement de renvoyer les sandinistes de l'armée et de la police et de lever le veto qui a annulé la loi César sur la

propriété. Ils ont annoncé qu'en cas de refus les "bases populaires" de l'UNO "allaient se manifester spontanément pour le changement" et eux-mêmes rendre visite à des gouvernements étrangers dont la coopération est décisive. On sait que c'est après une visite de ce genre d'A. César à Washington que certains républicains ont obtenu le gel de l'aide financière des Etats-Unis.

Cette action conjointe du nouveau "triumvirat" a quelque peu inquiété certains partis de l'UNO, avec lesquels Lacayo a aussitôt cherché un rapprochement, bien utile au moment où les Etats-Unis font pression pour une rupture avec les sandinistes. -(ANN)

## IL Y A DOUZE ANS, L'ALPHABETISATION

Fernando Cardenal

**Managua, 24 août.**— La Croisade nationale d'alphabétisation organisée quelques mois après le triomphe de la Révolution représentait un miracle de volonté de la part de tout un peuple et plus spécialement de la jeunesse. Dans le supplément culturel du *Nuevo Diario*, le 24 août, le père Fernando Cardenal, qui était alors ministre de l'éducation, fait part des réflexions que lui inspire le douzième anniversaire de la Croisade.

"En ce douzième anniversaire de la fin de la Croisade nationale d'alphabétisation, je regrette encore plus la décision du ministre de l'éducation qui a supprimé le budget de l'enseignement pour adultes (avril 1991). Je crains légitimement que nous terminions ce siècle avec le même pourcentage d'analphabétisme que sous Somoza. Mais il y a un autre problème, encore plus grave: la consommation de drogue a augmenté sur tout le territoire. La Croisade nous permet de mieux comprendre ce phénomène.

Elle a montré beaucoup de choses au pays et au monde. L'une d'entre elles est l'énorme quantité de jeunes qui ont été capables de sacrifier leur confort et leur vie (58 morts). 60 000 jeunes sont partis volontairement pendant cinq mois dans les régions les plus isolées. "Toute action éducative est un acte d'amour" dit Paulo Freire. C'est l'amour qui les motivait. La Révolution sandiniste a rendu les jeunes capables de se mettre au service du plus pauvre, du plus faible, du plus petit. L'héroïsme avait cessé d'être le fait de quelques élus.(...) Il y avait une cause, une mission, une mystique. Tous, mais en particulier les jeunes, nous nous sentions fiers de pouvoir aider à la construction d'un nouveau pays, plus juste, plus fraternel, plus solidaire. Nous pouvons affirmer et prouver que pendant toute cette période le problème social de la drogue n'existait pas. J'ai vérifié ce fait avec la Police. Personne n'a été arrêté pour trafic de drogue. La consommation était occasionnelle et limitée à des secteurs très réduits. Nous sommes tous informés aujourd'hui de la vitesse à laquelle augmentent le trafic et la consommation de cocaïne. Les spécialistes signalent parmi les causes la frus-

tration, le vide intérieur, la vie privée de sens, l'absence de tâches motivantes. Une société ressentie par les jeunes comme programmée et dirigée sans leur participation constitue un facteur propice, à plus forte raison quand elle leur paraît étrangère et ôte à beaucoup toute possibilité de faire des études ou d'avoir un travail après leur formation.

Le nouveau gouvernement offre à la nation un projet néo-libéral qui rend les riches plus riches et les pauvres plus pauvres, qui est une machine à fabriquer à un rythme accéléré le chômage, la faim, la dénutrition et la mort. Pourquoi 72 paysans viennent-ils de mourir de la rougeole en 60 jours dans le nord du pays? Rien d'étonnant à ce que le plan du gouvernement ne provoque aucun enthousiasme dans la jeunesse. Rien d'étonnant à ce que personne n'écrive de poèmes ou de chansons au projet économique imposé par les Etats-Unis. Evidemment, notre jeunesse n'y voit aucune cause à défendre, aucune mission. Quelqu'un attend-il que les jeunes organisent une veillée artistique en l'honneur du FMI? Ou qu'ils composent un "Chant épique" à l'UNO?

C'est ce vide que la drogue vient combler. Ce n'est pas par hasard que ce problème surgit partout aujourd'hui. La seule action provoquée par le gouvernement est la lutte pour les 6 % du budget en faveur de l'enseignement supérieur. Dommage qu'une telle disposition à se mettre au service d'une cause et même à faire preuve d'héroïsme se perde dans une lutte pour obtenir ce qui en toute justice est dû à la jeunesse. Notre peuple serait satisfait si ce gouvernement avait la capacité de mobiliser les jeunes dans la lutte contre le choléra.(...) Comme ils sont loin les temps où la Révolution sandiniste pouvait éveiller quelque chose dans le cœur de la jeunesse et la faire participer aux grandes tâches en faveur du pays". -(ANN/Nuevo Amanecer Cultural)

NOTE: En 1979, le taux d'analphabétisme était de plus de 60 %. Après la campagne d'alphabétisation, en 1980, il n'était plus que de 12,9 %. Selon Barricada, il était remonté à 24,6 % en 1989, puis à 25,1 % en 1990. Le ministre Belli a reconnu en 1991 qu'on avait atteint les 30 %. Au début de l'année scolaire 1992, 150 000 enfants n'ont pas pu s'inscrire à l'école et on estime que le taux de désertion scolaire atteindra 40 % à la fin de l'année.

## LA CAMPAGNE "500 ANS DE RESISTANCE" N'EST PAS UN EVENEMENT

**Managua, 28 août.**— A l'approche de l'anniversaire du 5ème centenaire de l'arrivée de C. Colomb, l'ANN a rencontré Marlene Chow, membre de la Commission exécutive de la campagne continentale "500 ans de résistance indigène, noire et populaire".

C'est à Managua que vont se tenir, du 7 au 11 octobre, les troisièmes rencontres de la campagne. Elle seront précédées d'un congrès de médecine traditionnelle, à Estelí, et accompa-

gnées d'un grand nombre d'activités (exposition d'artisanat, de livres, de photos, de peintures, débats). Tous les groupes nicaraguayens organisés dans la campagne partiront de leur lieu d'origine les jours précédents et s'arrêteront dans les villages pour faire un travail d'explication. Ils se joindront, le 12, à une grande "Marche pour la vie", à Managua. Le même jour, le Tribunal permanent des peuples donnera lecture du jugement des conquérants et un concert "Pour la dignité de l'Amérique" rassemblera des artistes du continent ou d'autres régions du monde.

Les rencontres ont trois objectifs: évaluer le travail réalisé, avancer sur la question de l'unité, définir la stratégie de "l'après 92". Pour éviter les problèmes rencontrés lors des précédentes réunions, il a été décidé que les participants travailleraient d'abord par secteurs. C'est ainsi que les organisations indigènes, les Noirs, les femmes, les jeunes, les vieux, les chrétiens, les travailleurs, les chômeurs, les paysans, les artistes, les intellectuels auront deux jours pour débattre afin de parvenir à un consensus avant que tout le monde se retrouve, pendant deux jours également, en session plénière.

Pour Marlene Chow, coordinatrice de la campagne au Nicaragua et membre de la commission exécutive de la structure continentale, il ne faut pas voir la campagne comme un événement. C'est au contraire le début de discussion entre les opprimés qui, jusqu'à présent, ont lutté de façon séparée. "Nous voulons envisager notre présent et notre avenir. Pour cela, il faut évidemment comprendre ce qui nous est arrivé avant. Mais la campagne, c'est un forum qui vise à l'unité dans le respect de la diversité. L'entreprise est difficile car nous avons affaire à un ennemi agressif, nous avons tous été victimes d'un modèle qui nous a toujours séparés. Il faut dépasser la méfiance historique. La campagne est un lieu de réflexion et, forcément, des positions diverses s'y expriment et s'y confrontent. Mais nous ne considérons pas cela comme négatif, au contraire. Les critiques qui se sont exprimées, par exemple lors des rencontres de Xelaju (Guatemala), et qui ont été interprétées en Europe comme une scission, servent à rectifier le tir". M. Chow confirme à ce propos que pour l'instant aucun groupe n'a notifié son retrait. Elle ajoute: "La participation à la campagne est totalement volontaire. Nous ne pouvons juger un groupe, le reconnaître ou non selon qu'il s'y intègre".

Au Nicaragua, le travail de la Commission nationale n'est guère visible. "Nous n'avons pas d'argent. Mais l'essentiel, c'est ce qui se fait à la base. Par exemple, onze commissions se sont créées dans tout le pays. Parfois, elles sont départementales, parfois elles travaillent dans un espace géographique plus réduit. Elles sont composées des groupes organisés, indigènes ou non". La campagne continentale n'a pas davantage de moyens pour contrer la campagne officielle de l'Espagne. Pourtant cette dernière, en voulant célébrer en grande pompe ce qu'elle appelle la "rencontre de deux mondes", en a provoqué une autre, celle des peuples du continent qui, eux, n'ont rien à fêter. "Qui va célébrer l'anniversaire du jour où un camion lui est passé dessus?" s'interroge Fernando Cardenal; mais qui ont tout à gagner à unifier leurs luttes. -(ANN)

## FORUM DE SAO PAULO

Les troisièmes rencontres du Forum de Sao Paulo ont réuni en juillet à Managua de nombreux partis politiques latino-américains. Nous vous proposons trois contributions rendant compte de cet événement.

### OU EST VOTRE GAUCHE ?

Raul Marin

**Managua, août.**— La troisième rencontre du Forum de Sao Paulo a réuni en juillet à Managua les délégués de 63 partis et organisations venant de 20 pays du continent et 47 organisations observatrices. Leur dénominateur commun: appartenir à "la gauche".

Cette catégorie, qui a servi à définir une partie du champ politique favorable à la transformation de nos sociétés, paraît aujourd'hui insuffisante pour éclaircir les doutes face aux changements accélérés qui ont lieu sur toute la planète.

### TOUR DE BABEL

Les "grands" de la réunion étaient bien sûr le Parti des travailleurs du Brésil, le Parti de la révolution démocratique du Mexique, le Front ample d'Uruguay, le FSLN du Nicaragua et le FMLN du Salvador, organisations qui ont le plus de chance d'accéder au gouvernement dans de futures élections. Cependant, ni le Brésilien Lula, ni le Mexicain Cuahutemoc Cardenas, ni le Salvadorien Joaquin Villalobos ne s'étaient déplacés.

Le Parti communiste cubain, qui avait eu une présence discrète lors des précédentes réunions du Forum, avait envoyé cette fois-ci Abel Prieto, du Bureau politique, Raul Castellanos et Raul Arbez, membres du Comité central, ainsi que d'autres responsables. Le communisme historique était représenté par les PC argentin, dominicain, colombien, vénézuélien, péruvien et uruguayen. Des groupes trotskystes de plusieurs pays étaient également présents.

La réunion a fait la preuve du fractionnement et de la division de la gauche latino-américaine. Pour le Pérou, on comptait le groupe Unir, le Parti communiste, Patrie libre, le Parti de l'union mariatéguiste et l'Union nationale de la gauche révolutionnaire. Pour la Colombie, étaient présents le Parti ouvrier révolutionnaire (trotskyste), un nouveau groupe, Luttons (scission du groupe guérillero Armée de libération nationale), la guérilla Forces armées révolutionnaires et le PC. Le M-19 n'avait envoyé aucun délégué. On a pu noter la présence pour le Honduras d'un Parti pour la transformation et d'un Parti de rénovation patriotique, tous deux inconnus jusqu'alors. Le mélange de tant de groupes et d'idéologies n'a pas manqué de provoquer des anecdotes (...) mais les temps difficiles que nous vivons semblent avoir assoupli le sectarisme de la gauche et l'on a vu par

exemple s'asseoir à la même table, pour l'Uruguay, les représentants du Mouvement de libération nationale Tupamaros et ceux du Front large.

#### DISCOURS OFFICIELS

La tâche la plus importante était la discussion et l'approbation d'un document présentant une proposition économique alternative face aux ajustements néo-libéraux. Mais on a assisté les deux premiers jours à une suite ininterrompue de discours qui répétaient les mêmes thèmes, repris dans la déclaration finale. *"Nous appelons à construire un nouvel ordre politique et économique mondial différent de celui que l'on tente de nous imposer sous l'hégémonie étatsunienne"*, affirme ce document dans un langage qui rappelle les premières déclarations du Mouvement des pays non-alignés. La dénonciation du néo-libéralisme replace la déclaration dans son époque et celle-ci acquiert plus de profondeur quand elle met en garde contre *"l'offensive néo-libérale qui, dans les domaines culturel et idéologique, pousse à l'effondrement des valeurs solidaires enracinées dans nos sociétés et impose un modèle individualiste qui nous conduit à nous battre les uns contre les autres pour survivre"*. Mais le flou revient quand le texte accuse les Etats-Unis de manipuler les organisations internationales comme le Conseil de sécurité sans dire un mot de l'Organisation des Etats américains, dont la charte pourrait être modifiée dans peu de temps.

Le plat de résistance était donc l'approbation d'un document qui recueille les propositions de la gauche pour définir un nouveau modèle économique. Ce texte avait été discuté lors d'une réunion préparatoire à Lima en février. Mais au moment d'aborder cette question en commission, d'autres propositions ont surgi. (...) Cela révélait d'importantes différences de fond. Le dilemme de la gauche est en résumé le suivant: prendre le pouvoir pour mettre en oeuvre des transformations profondes ou bien pour gérer la crise sociale provoquée par les ajustements néo-libéraux plus efficacement que les gouvernements conservateurs ou autoritaires.

Malheureusement, les partis réunis à Managua n'ont pas dérogé à la tradition: ils ont évité les questions de fond grâce à des affirmations catégoriques masquant subtilement des nuances importantes. Ce sont justement les partis qui ont le plus de chance d'accéder au gouvernement qui souhaitent le moins avancer des positions claires. Ils préfèrent recourir au flou, comme le prouve le passage suivant extrait du rapport de la réunion préparatoire de Lima: *"Il est nécessaire d'élaborer un projet national de développement (...) rendant compatible une politique à long terme qui convienne à tous les agents de la production -tout particulièrement aux chefs d'entreprise- et une politique à court terme qui indique que vont se produire des changements irréversibles apportant des améliorations immédiates pour les secteurs les plus touchés par la crise"*. De telles déclarations, qui ne sont ni lard ni cochon, visent à se concilier tout le monde.

Une formulation aussi globale laisse de côté le conflit qu'entraîne toute tentative de réformes ou de transformations dans les sociétés latino-américaines. De plus, elle permet d'éviter d'analyser comment une force de gauche parvenue au pouvoir pourrait aujourd'hui satisfaire les exigences d'un groupe de

chefs d'entreprise et répondre en même temps aux revendications de la majorité.

La déclaration finale n'a pas été à la hauteur de ce que l'on attendait. La gauche latino-américaine est repartie sans propositions concrètes. Heureusement, elle aura d'autres occasions de réfléchir. Mais les observateurs n'ont pas manqué de rappeler les réunions spectaculaires qu'elle organisait au cours de la décennie passée pour trouver une solution au problème de la dette et qui n'ont débouché sur rien de concret faute d'unité.

#### LES COULISSES

Les événements importants de la rencontre de Managua n'ont pas eu lieu dans les réunions prévues à l'ordre du jour mais dans les couloirs. Les nombreux contacts bilatéraux entre organisations vont sans doute déboucher sur de nouvelles activités.

La déclaration de Managua, préparée à l'avance par le FSLN, n'a guère soulevé de polémique étant donné son caractère global et peu concret. Par contre, les motions de solidarité ont provoqué des conflits. Un groupe de partis, à la tête duquel se trouvaient les Brésiliens, avait proposé que ces motions ne sortent pas du cadre latino-américain. Mais le FSLN avait intérêt à élargir l'écho de la rencontre au reste des pays du sud, avec certains desquels il entretient d'excellentes relations. Une motion a été proposée en faveur du peuple irakien, provoquant une proposition de soutien au peuple kurde. En ce qui concerne le continent, le Parti communiste dominicain a soumis, sans succès, une motion de soutien à la guérilla péruvienne Sentier lumineux. Pour le Mexique, les représentants du Parti révolutionnaire institutionnel, présents en tant qu'observateurs, sont parvenus à empêcher la condamnation de la fraude électorale. La délégation de Cuba, qui a une dette historique envers ce parti, n'est pas étrangère à ce résultat. Cette délégation a obtenu d'autres succès, entre autres la tenue de la prochaine rencontre du Forum à Cuba dans un an. Son activité durant la réunion n'a eu d'égale que celle des organisations ou des fondations parrainées par l'Internationale socialiste. -(ANN/Pensamiento Propio)

#### UN DEFI POUR LA GAUCHE LATINO-AMERICAINNE

Angel Saldomando

Managua, août.— Le Forum de Sao Paulo a atteint sa maturité avec la rencontre tenue à Managua du 16 au 19 juillet. Depuis sa création en 1990, à l'initiative du Parti des travailleurs du Brésil, il est passé de la phase d'identification des problèmes à celle de proposition. C'est au moins la direction prise, même si le mouvement n'est ni rapide ni facile. Un cadre commun de réflexion s'élabore peu à peu, visant entre autres à déterminer les références de la gauche latino-américaine.

Le défi est de taille: il s'agit ni plus ni moins de faire face à la vague de restructurations néo-libérales, à l'internationalisation de nos économies, aux pertes subies au cours des années 80 qui

ont entraîné l'augmentation de la pauvreté et la marginalisation de la plupart des pays de la région. Il faut maintenant proposer une stratégie de développement qui nous mette sur le chemin d'une croissance sociale plus juste. Les spécificités nationales ainsi que les divergences politiques entre les organisations qui composent le Forum ne facilitent pas l'adoption de positions globales communes. Mais les idées lancées à Managua devraient déboucher sur des propositions. Ce processus s'alimente des différentes expériences nationales et l'on espère que les organisations politiques et sociales de la région s'en nourriront.

La proximité de joutes électorales complique la situation au sein du Forum. Le Parti des travailleurs se battra pour les présidentielles en 1994, de même que le FMLN et le Front ample d'Uruguay. Des élections auront également lieu au Chili en 1993 et au Nicaragua en 1996. La victoire de certains partis de gauche pourrait ouvrir la porte au changement ou à de nouveaux espaces pour les secteurs populaires. Mais ils devront affronter le problème de la crise et de l'alternative.

Le Forum de la gauche latino-américaine est confronté aujourd'hui à la situation suivante:

1- La stratégie des institutions internationales et des néo-libéraux est basée sur la poursuite des réformes économiques. Il s'agit de flexibiliser les économies afin de faciliter leur insertion sur le marché mondial et d'instaurer un climat de confiance et de stabilité propre à attirer les investissements étrangers. C'est là-dessus que se fonde l'optimisme concernant les années à venir. La mise en oeuvre de scénarios de croissance fragile à coups de politiques conservatrices de régulation perpétuera l'instabilité sociale et politique. Les groupes dominants internationalisés ont peaufiné des schémas de reproduction économique mais ne disposent pas d'un modèle de développement assorti de stabilisation politique équivalent à l'ancien projet national de développement entré en crise dans les années 70. D'autre part, l'optimisme que l'on cherche à susciter peut réveiller les revendications des populations épuisées par la restructuration économique.

2- Que peut faire la gauche si elle arrive au pouvoir? Devra-t-elle se contenter de contrebalancer la modernisation capitaliste en introduisant plus de justice et en corrigeant discrètement le marché? S'orientera-t-elle vers des changements structurels avec transfert de propriété, contrôle du marché et approfondissement de la démocratie? Quels éléments de l'actuelle situation sont irréversibles ou sont les plus difficiles à modifier? Doivent-ils être reconnus par la gauche comme un héritage dont il faut s'accomoder? A quoi faut-il au contraire s'attaquer en priorité (privatisations, libéralisation financière, autonomie de la banque centrale, dérégulation, réduction de l'Etat, organisation du travail)?

3- La définition des axes de l'alternative est le principal défi lancé à la gauche. Le groupe d'économistes et de chercheurs en sciences sociales du Forum a proposé à la discussion son "projet de développement alternatif", sous-tendu par trois thèses:

-il est nécessaire de renverser le modèle néo-libéral, de restructurer l'Etat et d'élargir la démocratie

-à partir de vastes alliances qui intègrent les femmes, les indigènes, les Noirs, les jeunes, les ouvriers et les paysans, il faut promouvoir l'auto-organisation des secteurs populaires de façon à ce qu'ils soient capables de prendre la direction des transformations. Mais il faut un projet national et non pas la somme d'efforts dispersés

-la stratégie alternative nécessite un développement national basé sur la planification et le contrôle du marché par l'état. Il faut une gestion économique, qui ne se fonde pas sur les principes monétaristes visant à l'équilibre exclusivement financier mais propose un développement des échanges dans le cadre d'une intégration régionale.

Mais comment ces propositions pourront-elles s'exercer dans la réalité? De nombreux partis sont tiraillés par des situations nationales qui les poussent à adopter un profil bas. D'autres connaissent dans leur pays des mouvements sociaux plus favorables, en particulier au Brésil, au Nicaragua et au Salvador. On attend d'eux qu'ils contribuent à mettre fin à la période sombre marquée récemment par la défaite sandiniste et les effets négatifs de la crise des pays de l'est qui ont jeté encore plus le discrédit sur la gauche mondiale. Mais malgré les assauts des forces conservatrices, on peut dire qu'en Amérique latine les progressistes non seulement conservent des espaces pour agir mais continuent à représenter un espoir pour de nombreux secteurs du continent. Les années 90 pourraient voir le retour d'une vague progressiste au plus fort des coups néo-libéraux contre les populations. C'est à cela que le Forum de Sao Paulo doit contribuer. -(ANN)

## A LA RECHERCHE DU MODELE PERDU

Managua, août.— Une équipe de journalistes de *Pensamiento Propio* s'est entretenue avec des personnalités participant aux troisièmes rencontres du Forum de Sao Paulo sur des thèmes en débat dans la gauche latino-américaine. Nous vous proposons un résumé des positions qui ont été exprimées.

### 1) COLONIALISME POLITIQUE ?

"La gauche latino-américaine a une mentalité colonialiste qui la conduit à s'associer avec des groupes de pouvoir du premier monde comme la social-démocratie, affirme James Petras, professeur à l'université de New York. Mais, en Amérique latine, le nationalisme et l'entrée à l'Internationale socialiste sont contradictoires car les partis socio-démocrates soutiennent toujours leurs multinationales ou leurs banques à l'extérieur". Pourtant, la social-démocratie a bénéficié de la sympathie générale aux rencontres du Forum de Sao Paulo. "Nous avons une énorme sympathie pour la social-démocratie, surtout pour ses positions internationalistes comme celles d'Olof Palme. Elle n'est pas d'accord avec la politique néo-libérale et nous de-

vrions compter sur son soutien" déclare la Mexicaine Ifigenia Martinez, du Parti de la révolution démocratique (PRD), qui a demandé son entrée à l'Internationale socialiste. Raul Castellano, du PC cubain, estime bienvenus "tous ceux qui pensent qu'il ne peut y avoir développement quand l'économie est dépendante et veulent agir en faveur de notre développement". Andres Paris, délégué des Forces armées révolutionnaires (FAR), de Colombie, est plus prudent : "C'est une force qui compte, mais nous devons garder notre propre profil idéologique". Alfonso Goitia, du FMLN, estime que "les positions social-démocrates ont été très importantes dans le processus de transformation au Salvador" et signale que deux des composantes du FMLN soutiennent plus ouvertement des positions social-démocrates.

## 2) LE PIEGE DES ELECTIONS

Ricardo Valero (PRD, Mexique) déclare : "Tant qu'on n'aura pas inventé d'autres mécanismes, les élections sont la méthode la plus fiable. Cela est valable tant pour le Mexique que pour le Nicaragua ou Cuba". A. Paris (FAR, Colombie) rappelle que son organisation, après avoir participé aux élections en 1984 a vu ensuite son candidat assassiné ainsi que 500 autres militants. "S'il n'y a pas démocratisation, les élections sont un piège pour les mouvements révolutionnaires. Nous ne pouvons réduire nos attentes aux résultats électoraux".

Dans quelle mesure les élections conduisent-elles les partis de gauche à être dévorés par le jeu politique au lieu de leur servir à rassembler des forces capables de défendre le changement? J. Petras a une vision pessimiste : "Les partis qui ont des chances de parvenir au pouvoir jouent un double jeu: ils s'étendent vers la droite et, dans le sens vertical, vers les groupes populaires". Le Péruvien Javier Diez Canseco (Gauche unie) pense que la gauche doit développer davantage la démocratie participative, surtout au niveau municipal, en exigeant pour les organisations locales la possibilité d'exercer un contrôle politique et administratif.

D'un autre côté, on assiste à des cas de rébellion des organisations populaires contre les partis politiques, jugés verticalistes ou incapables. C'est ainsi qu'en Equateur, la Confédération des nationalités indigènes d'Amazonie a mené une forte campagne contre les partis de gauche qui participaient aux élections. Le même phénomène existe en Bolivie.

## 3) L'ADIEU AUX ARMES ?

Bien que le conflit armé domine la vie politique dans plusieurs pays, le thème de la violence n'a pas été abordé au cours des rencontres. Mais il pouvait difficilement être absent d'un entretien avec J. Diez Canseco (Gauche unie, Pérou), qui affirme que la gauche doit devenir l'alternative au militarisme du gouvernement et de Sentier lumineux. Pour A. Paris (FAR, Colombie), le conflit armé est le fruit de la violence des structures de la société de son pays et la violence a toujours été utilisée pour éviter les changements sociaux. Si l'on veut régler la question, il faut en premier lieu changer le rôle des Forces armées, réduire leur

budget et modifier leur doctrine. Le Péruvien J. Diez Canseco va plus loin : "Nous devons revoir les conceptions traditionnelles du rôle de l'armée, de la sécurité nationale et de l'ordre interne. Les peuples doivent participer à ces tâches. Nous sommes contre le fait que l'armée ait le monopole des armes et nous proposons des mécanismes d'autodéfense, l'organisation de milices, la participation permanente de la population à la défense. Nous proposons également la démilitarisation de l'Etat et de la société".

## 4) L'ENNEMI AMERICAIN

Francisco Jovel (membre de la direction du FMLN, El Salvador) affirme : "Ce serait une illusion de penser que les Etats-Unis vont cesser de soutenir les politiques néo-libérales, mais n'oublions pas qu'ils ont appuyé la négociation pour la paix, après avoir fait leurs comptes. Nous espérons qu'ils maintiendront cette attitude".

La question de la formation de bloc régionaux et de la mondialisation de l'économie a davantage préoccupé les participants. Pour R. Valero (PRD, Mexique), l'intégration dans un grand bloc mondial est un dilemme inévitable pour les pays latino-américains. A propos des critiques faites au Groupe de Rio, il affirme : "La gauche perd du temps à critiquer cet organisme parce qu'il est composé de gouvernements. Il faut accepter qu'il existe et tenter de l'améliorer". J. Diez Canseco résume ainsi sa pensée : "Pacte andin, oui. Traité de libre commerce avec les Etats-Unis, non". Il signale également que l'Amérique latine, en plus du retard pris dans l'intégration économique, n'a pas avancé dans l'intégration politique. D'autres délégations, comme celle du Brésil, se sont peu intéressées au thème de l'intégration latino-américaine.

## 5) NOS RACINES

Depuis le début du siècle, le rationalisme marxiste s'est imposé dans la pensée de la gauche latino-américaine, conspirant contre des tentatives différentes pour trouver une alternative régionale. Aujourd'hui, la majorité des partis de gauche sont en crise, même ceux qui ont pris rapidement leurs distances par rapport aux pays de l'Est. Pendant ces rencontres, les Cubains ont fait de multiples plaisanteries sur la préoccupation des intellectuels latino-américains pour "redéfinir un programme de la gauche". Cependant, Abel Prieto, membre du Bureau politique du PC, a précisé : "Nous parlons de notre modèle comme d'un point de référence et nous ne prétendons pas qu'il s'impose comme schéma unique. (...) Le marxisme-léninisme reste une doctrine d'avant-garde, qui est confirmée par la réalité actuelle. Nous avons lié de façon naturelle cette doctrine avec la pensée de Martí, fondateur de l'anti-impérialisme. Nous ne pouvons accuser les classiques du marxisme d'être responsables des échecs qui n'ont rien à voir avec leurs idées". Pour A. Paris (FAR, Colombie), il faut "repenser le projet socialiste et non l'abandonner à cause de ce qui s'est passé dans les pays de l'Est. Nous ne devons pas tomber dans le travers de jeter par dessus bord le patrimoine idéologique et moral de la gauche". "Repenser quoi?", lui a-t-il été demandé. "Abandonner la tendance à



*l'expropriation et laisser en place l'économie de marché pendant une période plus longue, évidemment sous l'hégémonie du secteur nationalisé*".

Sur le plan politique, A. Paris explique que son organisation "croit toujours au rôle dirigeant des partis dans la conduite de la société". Pour Jorge Matoso (Parti des travailleurs, Brésil) "être de gauche, cela veut dire s'indigner face à l'injustice et entreprendre un travail de longue haleine pour organiser la population et démocratiser la société". J. Diez Canseco (Gauche Unie, Pérou) insiste sur le fait qu'il faut "retrouver nos traditions andines, la solidarité du travail communautaire paysan qui est une expérience applicable non seulement dans la production mais aussi dans la vie sociale et l'organisation des structures administratives. En un mot, situer le problème paysan comme axe de la solution au problème national". A. Prieto (PC, Cuba) estime aussi qu'il faut "chercher nos racines dans la lutte pour l'indépendance, la souveraineté, l'égalité; l'anti-impérialisme a des racines très anciennes". -(ANN/Pensamiento Propio)

## VIVRE AU GRAND JOUR

Erwin Contreras, de Guatémala-Ciudad

Managua, août.— "Vivre au grand jour" est l'obsession de cinq mille paysans guatémaltèques qui, depuis dix ans, ont fui dans la forêt pour se protéger de l'armée. Trois mots qui résument le programme des Communautés de population en résistance de la région de l'Ixcán: qu'elles soient reconstruites comme population civile non combattante, que les attaques et la répression de l'armée cessent, que le siège militaire qui les empêche de se déplacer et d'avoir des contacts commerciaux avec le reste du pays soit levé, que soient respectées les formes d'organisation qu'elles ont choisies.

Il n'est pas facile d'arriver dans les forêts de l'Ixcán mais ce n'est pas non plus une aventure si dangereuse. Il faut faire le tour par le sud du Mexique et prendre le risque d'être pris pour "un agent de la subversion". (...) Un jour entier est à peine suffisant pour parvenir à San José de los Angeles, où la communauté héberge toujours les voyageurs dans la petite chapelle du village. On y trouve une cloche qui porte l'inscription "San José de los Angeles, Ixcán, 1972". Ezequiel, un indien cakchiquel responsable du travail pastoral, raconte qu'elle était dans une coopérative détruite par l'armée. Elle est restée enterrée durant les années noires de la répression jusqu'à ce que le village soit reconstruit. Los Angeles ressemble à n'importe quel autre humble village du Guatemala. Maisons faites de pieux et de palmes, enfants qui jouent dans la rue, femmes qui portent l'eau, hommes qui rentrent du travail. Mais si l'on observe bien, on se rend compte que toutes les maisons sont construites sous les arbres et qu'il y a des tranchées en cas de bombardements.

### L'HISTOIRE D'UNE RESURRECTION

Assis à la table qui me sert de lit la nuit, Roberto me raconte en détail l'histoire de sa communauté. Une histoire de ciel, d'enfer et de résurrection. Histoire de ciel: l'arrivée dans ces forêts au

milieu des années 60, accompagnés par le diocèse de Huehuetenango, la création des villages, l'auto-organisation dans cette zone où l'Etat était inexistant, les premières écoles, les premiers promoteurs de santé, puis l'alphabétisation. La légalisation des coopératives, dans cet endroit où la route la plus proche est à deux jours de marche. Les pistes d'atterrissage construites par la communauté et le premier petit avion. La découverte de la terre de l'Ixcán. L'histoire d'enfer commence au milieu des années 70 avec l'arrivée de l'armée, la militarisation des coopératives et les grands massacres de 1982. Puis la fuite dans les montagnes ou au Mexique, les racines pour toute nourriture, l'enfant mort quand on tentait de lui couvrir la bouche pour que les soldats n'entendent pas ses pleurs et les pleurs de la mère qui résonnaient dans toute la forêt. Mais rien n'a pu les chasser de leur terre.

Avant même que finisse l'histoire d'enfer débute celle de la résurrection, quand le Comité des petits paysans de l'Ixcán se reconstitue et que le travail communautaire commence à porter ses fruits. Dès 1985, il n'y a plus personne, ni veuves ni orphelins, qui soit dans le besoin. De nouveau les écoles et les promoteurs de santé. De nouvelles offensives de l'armée échouent. Les enfants sont bien nourris et les matchs de football recommencent.

### SAMEDI APRES MIDI

Tous les samedis après midi, il y a assemblée. La communauté s'installe sur la place. Cette fois, la réunion commence par le règlement d'une dispute qui a eu lieu entre deux villageois. (...) Le Comité les admoneste tous les deux et soumet à l'assemblée la proposition de ne pas les sanctionner. (...) Mon voisin m'explique qu'il n'y a pas de prison, ni d'avocat à payer, ni de pot-de-vin au maire. Les sanctions sont toujours des travaux. (...) L'assemblée continue par des avis divers: *Dites aux enfants de ne pas jouer dans les champs d'ananas d'Ezequiel; José, qui était malade, est guéri et revient au travail lundi...* Puis les nouvelles locales extraites du bulletin *La Résistance*: Nous avons reçu la visite de deux parlementaires européens. Le dirigeant de la communauté de la Sierra a été arrêté par l'armée puis libéré. La communauté de Cuarto Pueblo a semé du piment Jalapa près du Rio Xalbal pour l'exporter au Mexique.... On commente les informations nationales puis on dresse le plan de travail de la semaine suivante. (...)

### PETIT MARCHÉ

Le dimanche matin, Juan déballe sa marchandise sur la place (tabac, ustensiles divers, tissus, chaussures, ceintures, jouets...). La monnaie est le peso mexicain. D'où vient l'argent? On m'explique le fonctionnement économique de la communauté. Le Comité des Communautés de population en résistance fournit, grâce à l'aide de la solidarité, le savon, les lampes, les piles, le tissu et quelques paires de chaussures. Le travail collectif de chaque communauté offre la nourriture essentielle, distribuée aux familles selon le nombre de leurs membres. Les excédents sont vendus au Mexique et l'argent est investi dans des améliorations, comme l'achat de bétail. De plus, chaque famille cultive

une parcelle individuelle dont le produit, vendu au Mexique, permet d'acheter les marchandises du petit marché.(...)

#### APPRENDRE DE LA VIE ELLE-MEME

Dans les communautés, il n'y a ni médecins ni infirmières. Les promoteurs de santé se réunissent une fois par mois: ils font le bilan des maladies qu'ils ont soignées, échangent leurs expériences et étudient un chapitre du livre "Quand il n'y a pas de médecin". Une fois par an, un médecin vient leur donner des cours. Chaque village a un poste de santé et deux ou trois promoteurs. Les maladies les plus communes sont la bronchite et le paludisme. La vaccination a dû être arrêtée faute de vaccins. Cristobal, promoteur de santé, m'explique son travail: "Nous faisons des cours aux mères pour leur signaler dans quels aliments il y a des vitamines et des minéraux, pour leur enseigner l'hygiène".(...)

L'école de Los Angeles n'a que les trois premières classes du primaire. Les enfants doivent aller au village voisin pour terminer le cycle. Mais les instituteurs vont recevoir un cours pour ouvrir la quatrième année à la rentrée prochaine. L'école est obligatoire et la quasi totalité des enfants sont scolarisés. Nicolas est devenu instituteur en 1986. "A cette époque, on écrivait sur du bois avec du charbon. Nous avons reçu une aide de la solidarité et nous avons maintenant quelques cahiers et des crayons".

Un matin, Juan m'entraîne dans les champs cultivés.(...) "Quand nous avons fui dans les montagnes, nous avons continué à travailler de façon individuelle. Mais l'armée tuait ceux qu'elle rencontrait. Dans un premier temps, nous nous sommes unis pour travailler ensemble tandis que d'autres se chargeaient de la surveillance, mais les parcelles étaient toujours individuelles. Ensuite, tout est devenu collectif". Juan est un ferme défenseur de ce système, car tout le monde est protégé. Une commission de production organise le travail. Sur les rives du Rio Ixcán, les cultures sont variées: maïs, haricot, riz, soja, manioc, choux, tomate, pastèque, banane plantain. La communauté a commencé à utiliser des insecticides et croit fermement à l'efficacité des produits chimiques. "Nous sommes un exemple pour l'organisation, nous voulons être aussi un exemple pour la production". Son rêve est de sortir du cercle dans lequel on la tient enfermée, de produire des excédents et de faire du commerce avec les voisins.

#### GUERILLEROS ?

Un paysan m'explique que la guérilla, qui se déplace sans problème dans toute la zone, a aidé à l'organisation de la communauté et a beaucoup de sympathisants comme lui, mais que le niveau d'organisation et le travail collectif sont l'oeuvre de la population elle-même. Cela s'explique par l'expérience des premières coopératives. "Je vais être franc: l'Eglise a eu autant d'influence, sinon plus, que la guérilla". Je questionne un groupe à l'improviste: "Si vous demandez le départ de l'armée, pourquoi ne pas demander aussi celui de la guérilla?". "La guérilla ne nous a fait aucun mal. Et même, sans elle,

l'armée nous aurait exterminés", me répond l'un. Un autre ajoute: "C'est une question qui doit être résolue dans les négociations de Mexico, mais nous ne pouvons attendre les résultats du dialogue entre l'URNG et le gouvernement pour faire valoir nos droits". -(ANN/Pensamiento Propio)

#### COSTA RICA : COMMERCE BIOLOGIQUE

John McPhaul, de San José

Managua, août.— L'an dernier, un centre de recherche costaricien qui se consacre à la découverte et la classification de nouvelles espèces de la flore et de la faune a signé un contrat avec la plus grande industrie pharmaceutique du monde. Ce contrat a provoqué un débat important: à qui doit profiter la richesse biologique du pays?

L'Institut national de la biodiversité (INBIO) s'est engagé à fournir à l'entreprise Merck and Co des échantillons de matières biologiques provenant des forêts costariciennes. En échange, la multinationale investira 1,3 million de dollars pour améliorer la capacité technologique de l'institut. Elle versera de plus un pourcentage sur les bénéfices de la vente des produits obtenus à partir de cette matière génétique. L'INBIO devra consacrer une partie de cet argent aux nombreux parcs nationaux du Costa Rica.

#### LA RICHESSE GENETIQUE

L'INBIO a cédé à la multinationale Merck tous les droits intellectuels sur les produits qu'elle pourrait obtenir, ce qui lui a valu de nombreuses critiques. Certains l'accusent de donner le coup de grâce au patrimoine national et de reproduire le vieux schéma des rapports Nord-Sud, dans lequel la matière première de nos pays est utilisée au bénéfice des pays industrialisés. Selon les experts, le contrat respecte les règles actuelles sur les droits intellectuels, puisque la loi internationale ne permet pas de faire breveter une espèce mais seulement les recherches qui conduisent à la fabrication d'un produit extrait de l'information génétique de l'espèce en question. C'est pour cela qu'à Rio, lors de la Conférence sur la terre, la majorité des pays a signé un accord sur la biodiversité reconnaissant aux pays tropicaux des droits sur les profits tirés de ses forêts, afin de promouvoir la protection de ces dernières. Les Etats-Unis ont refusé de signer cette convention.

D'autres remettent également en question le droit d'un organisme privé d'exploiter des ressources qui appartiennent à tous. Ils demandent la création d'un cadre juridique afin que les activités biogénétiques soit régulées par l'Etat et que la population reçoive une partie des bénéfices. "Si, par exemple, on trouve un médicament pour guérir le Sida, les bénéfices se compteront en milliards, explique Guillermo Canesa, président de la Fondation de la vie sylvestre. Ces gens cherchent de nouvelles espèces sur des terrains publics, il faut donc garantir

qu'une partie de cet argent soit destinée au développement social". Il estime qu'un accord entre l'INBIO et le ministère des ressources naturelles, qui autorise l'institut à travailler dans les parcs nationaux, va à l'encontre de la loi qui régit ces réserves.

#### APPRENDRE A NEGOCIER

La controverse a surpris les responsables de l'INBIO: leur institut est un organisme à but non lucratif et a pour objectif de dresser l'inventaire de la biodiversité du Costa Rica. On pense qu'il existe dans ce pays 5 % des espèces de la terre et l'on n'a classé que 17 % de la faune et de la flore. Selon l'INBIO, le travail de titan qui consiste à découvrir la matière vivante que contiennent les forêts et l'usage qu'on peut en faire ne s'achèvera pas en un seul contrat. "Tout le monde parle du contrat avec la Merck, peut-être parce que c'est nouveau, mais il ne représente que 20 % de notre budget annuel, explique Alsio Piva, un des directeurs de l'INBIO. Sa durée n'est que de deux ans et ne concerne que 10 000 espèces, c'est-à-dire une partie infime de la biodiversité du pays. De plus, il n'est pas exclusif. L'institut a le droit de passer d'autres contrats avec d'autres compagnies". Il ajoute que cela fait des années que les chercheurs des pays industrialisés emportent des espèces sans que le pays sache ce qu'on fait des produits chimiques qu'on en extrait. "L'accord avec la Merck est le premier pas pour arrêter une fuite de nos ressources qui existe depuis longtemps". Il reconnaît cependant qu'à l'avenir son organisme essaiera de négocier des contrats plus favorables. "La manière la plus sûre de tirer profit de notre richesse génétique, c'est d'avoir la capacité technologique nécessaire pour que les scientifiques costariciens puissent isoler les éléments chimiques et en déterminer l'usage sans dépendre des laboratoires des pays industrialisés". En d'autres termes, donner une "valeur ajoutée" à la matière première.

#### ACQUERIR LA TECHNOLOGIE

L'INBIO est en train d'acquérir cette capacité technologique avec l'aide de fondations ou de centres internationaux. Grâce à la Fondation McArthur, il a entrepris des recherches en collaboration avec l'université de Cornell (Etats-Unis), l'université du Costa Rica et l'université nationale visant à trouver dans les espèces costariciennes des gènes pour le traitement du Sida, du cancer et de la malaria. Même s'il ne parvient à aucun résultat, le programme assure un transfert de technologie et de connaissance.

L'INBIO forme également des paysans. Plus de 80 personnes, en majorité des femmes, ont acquis les méthodes nécessaires pour chercher des plantes et des insectes qui sont ensuite examinés par les scientifiques de l'institut. C'est là une source d'emploi pour les villages les plus proches, sans compter que ces paysans deviennent des ambassadeurs dans la lutte pour la préservation de la nature.

L'ensemble des programmes de l'INBIO a pour but de former des gens afin que le pays puisse tirer le maximum de profit de ses ressources génétiques tout en les protégeant, car la forêt

costaricienne, en dehors des parcs nationaux, disparaît rapidement. Les spécialistes craignent même qu'il ne devienne très difficile de préserver ces derniers si le reste des forêts disparaît. En effet, faute de moyens, l'Etat ne parvient que très mal à préserver les réserves forestières et les zones dites protégées. Les initiatives privées visant à créer une industrie liée à l'intégrité écologique et qui apporte des bénéfices à certains costariciens apparaissent de ce fait comme un des rares espoirs de tirer profit de la biodiversité. L'Association costaricienne pour la préservation de la nature, après s'être opposée au contrat entre l'INBIO et la Merck, le soutient aujourd'hui. "Tant qu'il y a développement sans destruction, tout va bien", affirme sa présidente. -(ANN/Pensamiento Propio)

#### EN BREF

**UN HOMMAGE** a été rendu à Managua à Christina Knorr, décédée récemment dans son pays. Internationalistes et sandinistes se sont rassemblés le 3 septembre pour saluer la mémoire de cette camarade, active depuis toujours dans le mouvement de solidarité avec l'Amérique centrale en Suisse. L'équipe de l'ANN présente ses condoléances à tous les proches de Christina.

**L'ETAT-BUTIN.** Le gouvernement propose aux propriétaires dont les biens ont été confisqués pendant la Révolution et à qui on ne peut rendre les terres de les rembourser ... avec des actions des entreprises nationales de l'eau, de l'électricité et des postes et télécommunications. D'où l'on apprend du même coup que ces institutions vont être privatisées.

**CEINTURE : UN CRAN DE PLUS.** Le déficit fiscal est encore trop élevé. Le gouvernement vient de proposer de prélever un impôt de 10 % sur les factures d'eau, d'électricité et de téléphone (la mairie prend déjà 10 % sur ces dernières). De plus, les tarifs d'électricité pourraient augmenter prochainement et l'institut de l'énergie a annoncé qu'il couperait le service aux usagers qui ne paient pas dans les quinze jours. Pour finir, une réorganisation de l'Etat prévue pour septembre aura pour effet, selon la presse sandiniste, de licencier 30 % des fonctionnaires et de privatiser certaines institutions, soit totalement, soit partiellement... Un dicton nicaraguayen prétend qu'"il n'y a pas de mal qui dure cent ans ni de

**UNE AUMONE.** Un groupe d'invalides de guerre est en grève de la faim depuis le 26 août pour exiger une augmentation des pensions. Celles-ci oscillent actuellement entre 25 et 100 cordobas (l'équivalent de 5 à 20 dollars).

**CUBA ET LE NICARAGUA** n'étaient plus reliés par vol depuis fin juin. 3 000 Nicaraguayens atteints de maladies graves qui étaient soignés dans l'île grâce à une convention médicale passée entre Cuba et le gouvernement sandiniste étaient donc privés d'une assistance dans la plupart des cas vitale. Cuba avait réaffirmé sa volonté de leur dispenser les soins qu'ils nécessitent. Ils se sont battus pendant plusieurs semaines et viennent d'obtenir que le gouvernement nicaraguayen organise un vol

par mois à La Havane, gratuit pour ceux qui ne peuvent payer. Il reste à régler le problème du renouvellement de la convention, pour lequel le gouvernement Chamorro traîne des pieds, à l'heure où les Etats-Unis font pression pour l'isolement de Cuba.

**LES ARMES CONTINUENT A PARLER** dans le nord du pays où des groupes de recontra sèment la terreur : persécution des paysans sandinistes des coopératives, assassinat d'un jeune militant, enlèvements, incendies ou attaques de bâtiments publics tel le centre de santé de Condega. Le gouvernement et l'armée ont décidé de hausser le ton et de traquer les groupes armés. Les affrontements qui ont eu lieu en juillet et en août ont fait plusieurs morts des deux côtés. Le chef recontra El Indomable aurait été tué au cours d'un de ces affrontements le 19 juillet. Mais la mort de celui qui aspirait à être le leader national de la recontra et se distinguait par sa brutalité a été mise en doute par un communiqué de l'armée après avoir été annoncée par les médias et confirmée par certains militaires.

**LE CHOLERA** est entré, au Nicaragua, dans une phase d'augmentation rapide. Plus de 1 000 personnes ont été affectées jusque-là et 8 en sont mortes. La capitale est particulièrement touchée. Les pays les plus affectés en Amérique centrale sont le Guatemala, avec 16 416 cas et 236 décès et le Salvador avec 7 380 cas et 38 décès.

**LA PROSTITUTION** est devenue pour de nombreuses femmes et surtout très jeunes filles une solution au chômage et à la misère. Elle ne cesse d'augmenter depuis 1988, alors qu'au cours des premières années de la Révolution, les programmes sociaux de réinsertion avaient permis de réduire le nombre des prostituées à 500.

**LE CHEF SUPREME N'EST PAS CONTENT.** Le corps d'inspecteurs municipaux, à la limite des paramilitaires, formé par le maire de Managua Arnoldo Aleman a été déclaré anti-constitutionnel. Toutes ses fonctions répressives ont été annulées, ce qui limite son travail à surveiller les parcs et empêcher que la population ne jette ses ordures sur la voie publique.

Comble de mesquinerie, les ordonnances municipales ne peuvent même plus désigner ces pauvres inspecteurs par la formule "agents de l'autorité municipale". Mais leur petit *führer* a maintenu le caractère militaire de leur structure, on ne sait jamais.

**LE SANDINISTE RAY HOOKER** a été de nouveau élu coordinateur du Conseil régional autonome de l'Atlantique sud. On se souvient que sa première élection, il y a trois mois, avait été contestée par le coordinateur sortant, Alvin Guthrie (UNO). La Cour suprême ne s'étant toujours pas prononcée, un nouveau vote a eu lieu. A. Guthrie, célèbre pour la corruption de son administration et qui a agi le plus souvent sans consulter le Conseil, conteste à nouveau cette élection et continue à occuper le siège du gouvernement régional. corps qui puisse y résister".

**BONNE BLAGUE.** Le 26 août, les lecteurs de *Barricada* sont tombés de leur chaise en découvrant un appel à l'aide pour les sinistrés de l'ouragan à Miami. Le texte disait entre autres: "*Vêtements usés, vieilles chaussures encore réparables, médicaments périmés (...) tout est bon, et bien sûr des dollars. Cet appel est en marge des idéologies; il s'adresse, pour les gens de l'UNO, à leur coeur très catholique et pour les sandinistes, à leur internationalisme prolétarien. Faire parvenir l'aide à Carlos Siles, à l'Assemblée nationale*". Il était signé d'Antonio Ibarra. C'était pour rire.

**L'ORDRE MORAL** règnera au Nicaragua maintenant que la présidente Chamorro a approuvé la loi votée en juin par l'Assemblée et qui punit le concubinage homosexuel s'il est "*scandaleux*", c'est-à-dire notoire.

**EL SALVADOR.** Des milliers de combattants du FMLN et de membres de l'armée ont manifesté ensemble, en août, dans les rues de la capitale pour réclamer une loi protégeant les invalides de guerre. Leur banderole annonçait: "*Séparés dans la guerre, la paix nous unit*". Une paix fragile comme le prouve l'assassinat, le 30 juillet et en pleine rue de San Salvador, d'Ivan Ramirez, dirigeant syndical et membre du FMLN. -(ANN)

ABONNEMENTS : 458 F (Comités 900 F; institutions 1 300 F)  
Chèques à l'ordre de : ANN, 15 rue Muller 75018 PARIS  
Pour la Suisse : 124 CHF (Comités 265 CHF; institutions 1 300 CHF) sur le compte 80-19853-7 Zurich.  
Un paiement semestriel est possible.  
Rédaction au Nicaragua : Michèle Faure et Frédérique Perrin  
Tel : 505 2 668875 Fax: 505 2 668870